

**Le 25 novembre 2020**

## **Mémoire de Save the Children Canada au Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes**

### **Étude sur les vulnérabilités créées et exacerbées par la pandémie de COVID-19**

Save the Children Canada félicite le Comité permanent des affaires étrangères du développement international pour son engagement à réaliser une étude sur les vulnérabilités créées et exacerbées par la pandémie de COVID-19, en particulier dans situations de crises et de conflits.

La pandémie mondiale de COVID-19 a eu une incidence profonde sur les enfants, les familles, les communautés et les sociétés partout dans le monde. Le coronavirus déchire les vies des enfants. On estime que 99 % des enfants du monde, soit plus de 2,3 milliards d'enfants, vivent dans l'un des 186 pays ayant mis en œuvre certaines formes de restrictions attribuables à la COVID-19<sup>i</sup>. Même si les enfants ne présentent pas un risque élevé de conséquences attribuables au virus, ils sont touchés de façon disproportionnée par ses effets secondaires.

Pour en savoir plus sur les effets de la pandémie, Save the Children a mené la plus importante enquête sur les enfants et les personnes qui s'occupent d'eux depuis le début de la pandémie, consultant plus de 25 000 personnes (dont 8 000 enfants) dans 37 pays.

Les principales conclusions de l'enquête sont les suivantes<sup>ii</sup> :

- 90 % des ménages qui ont perdu plus de la moitié de leurs revenus en raison de la pandémie ont eu de la difficulté à accéder à des soins de santé et des médicaments, et les deux tiers ont eu de la difficulté à accéder à des aliments nutritifs.
- Plus de 1,5 milliard d'enfants ont été touchés par des fermetures d'écoles, et 80 % des enfants disent avoir peu ou pas appris pendant la pandémie. Parce qu'elles étaient confinées à la maison, les deux tiers des filles ont fait plus de tâches ménagères et plus de la moitié ont indiqué passer plus de temps à s'occuper de leurs frères et sœurs.
- Le fait de ne pas fréquenter l'école peut aussi être un facteur de violence accrue à l'endroit des enfants. Le taux de violence au sein des ménages rapporté par les enfants représentait plus du double du taux habituel lorsque les écoles étaient fermées (17 %) comparativement à lorsqu'elles n'étaient pas fermées et que les enfants les fréquentaient en personne (8 %).
- Près d'un enfant sur cinq (19 %) a indiqué vivre de la violence à la maison dans les ménages qui avaient subi une perte de revenu attribuable à la COVID-19, comparativement à 1 sur cinq (5 %) dans les ménages où il n'y avait pas de perte de revenu.
- Dans l'ensemble, l'étude a révélé que les ménages les plus pauvres, les ménages comptant des personnes handicapées, les ménages dirigés par des femmes et les filles étaient les plus durement touchés.

L'incidence de la COVID-19 sur les droits des enfants et la protection de l'enfance sera encore plus importante dans des contextes humanitaires, y compris pour les enfants qui vivent dans des zones de conflit armé. Selon les estimations de Save the Children pour 2019, environ 420 millions d'enfants vivaient dans des zones de conflits – le deuxième total le plus élevé jamais enregistré – dont 160 millions dans des zones de « conflits à intensité élevée<sup>iii</sup> ». Pour les enfants qui vivent en zone de conflits, la pandémie représente désormais une chose de plus à craindre tandis que les horreurs de la guerre se poursuivent. Les mesures de

confinement sont plus difficiles à appliquer lorsque les frontières sont poreuses et dans les régions où les gouvernements n'ont pas la légitimité et le contrôle voulu. L'incidence de la fermeture des frontières sur la prestation d'une aide humanitaire essentielle provenant de l'extérieur viendra affaiblir des systèmes de santé déjà fragiles, lesquels seront dépassés par l'ampleur des besoins. Les travailleurs humanitaires sonnent l'alarme au sujet des taux de vaccination qui diminuent. Plus de 60 pays touchés par la crise ont suspendu leurs programmes de vaccination en raison de la pandémie, et on estime que les deux tiers des enfants qui vivent en zones de conflit ne recevront pas de vaccins susceptibles de sauver leur vie<sup>iv</sup>.

Malgré les appels du secrétaire général des Nations Unies et du Conseil de sécurité des Nations Unies, les conflits armés n'ont pas cessé pendant la pandémie, et les mesures de santé publique peuvent nuire à la capacité des personnes de se déplacer, de trouver un lieu sûr et d'accéder à des services essentiels. À court terme, un cessez-le-feu mondial viendrait mettre un terme à ces difficultés, et permettrait qu'une aide vitale se rende jusqu'aux communautés les plus vulnérables pour les soutenir dans leur réponse à la pandémie. La maladie et la mort des proches et des fournisseurs de soins, conjuguées à l'effondrement des moyens de subsistance et à l'appauvrissement qui en découle, obligeront les familles et les enfants à se soumettre à des formes encore plus extrêmes de survie, notamment par des mariages précoces, de l'exploitation sexuelle et une plus grande vulnérabilité au recrutement par les forces armées et les groupes armés. Le Global Protection Cluster, qui a constaté des cas de violence contre les enfants dans 23 de ses missions et des mariages d'enfants dans 15 missions<sup>v</sup>, confirme la gravité de la situation.

Les enfants de réfugiés et de populations déplacées au sein de leur pays sont particulièrement vulnérables aux stratégies d'adaptation négatives. Compte tenu des effets de la COVID-19 sur l'économie, les familles de réfugiés vont s'enliser encore plus dans la pauvreté, et le travail des enfants augmentera au sein de ces communautés. En Jordanie, 72 % des ménages de réfugiés vivent dans l'insécurité alimentaire ou sont vulnérables à l'insécurité alimentaire, et les taux de travail des enfants chez les réfugiés syriens du pays sont élevés, les enfants se livrant aux pires formes de travail des enfants, y compris le travail de rue.

La pandémie de Covid-19 a donné lieu à une crise des droits des enfants et **nous exhortons le Canada à placer les besoins des enfants, et plus particulièrement ceux des enfants qui sont les plus marginalisés, soit les filles, les handicapés et les enfants touchés ou déplacés par la crise humanitaire, au cœur de sa réponse mondiale à la COVID-19.**

D'autres recommandations sont formulées ci-dessous.

***Recommandation 1 : La réponse humanitaire du Canada devrait être renforcée, rapide et ciblée en fonction des endroits où les besoins sont les plus criants.***

La pandémie de Covid-19 est survenue à un moment où la vulnérabilité des populations n'avait jamais été aussi grande. Les crises climatiques ont des conséquences plus intenses et plus graves, et les périodes qui s'écoulent entre chacune raccourcissent, ce qui donne moins de temps pour récupérer. Comme la pandémie de coronavirus a érodé la capacité des gens à accéder à de la nourriture, la famine est devenue un risque imminent dans les pays qui faisaient déjà face à des crises, notamment le Yémen, le Burkina Faso, le Soudan du Sud et le Nigeria<sup>vi</sup>.

Parmi les besoins croissants, on observe une tendance inquiétante, soit le tarissement des donateurs qui financent habituellement l'aide humanitaire. En 2019, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH) des Nations Unies estimait que 168 millions de personnes dans 58 pays allaient avoir besoin d'aide humanitaire en 2020<sup>vii</sup>. La COVID-19 s'est propagée dans le monde en quelques mois au début de la nouvelle année, et en juillet 2020, le plan mondial d'intervention humanitaire pour la COVID-19 soulignait le fait que

de nouveaux besoins humanitaires touchaient 250 millions de personnes dans 63 pays<sup>viii</sup>. Le Plan est actuellement financé à moins de 50 % alors que l'une des pires crises humanitaires du monde connaît un déficit de financement majeur.

Un exemple de cette convergence des besoins est le Yémen, où le conflit a fait rage pendant plus de cinq ans, tuant 12 000 civils et forçant plus de 3,65 millions de personnes à fuir leurs résidences. Selon une analyse récente de la FAO/OMS, 20 millions de citoyens du pays sur une population de 30 millions vivent dans l'insécurité alimentaire, et les prix croissants de la nourriture ont sonné l'alarme quant au risque de famine qu'entraîne une telle situation<sup>ix</sup>. Et pourtant, à l'occasion d'une conférence des donateurs pour le Yémen en juin 2022, les gouvernements internationaux se sont engagés à fournir seulement 1,76 milliard (1,35 milliard \$ US) sur un montant cible de 4,43 milliards (3,38 milliards \$ US) pour 2022<sup>x</sup>. Ce montant représente la moitié seulement de ce qui avait été amassé pour le Yémen l'année précédente. Le Canada ne fait pas exception, ayant fourni seulement 29 % de ce qu'il estime être sa « juste part » de la contribution au plan d'aide humanitaire du Yémen<sup>xi</sup>.

En Afghanistan, 40 % de la population, soit 14 millions de personnes, ont désespérément besoin d'un appui vital. Les enfants sont particulièrement à risque, près de 1 900 ayant été tués ou estropiés en 2020 seulement<sup>xii</sup>. On a également recensé un nombre préoccupant d'attaques contre des écoles, des universités, des hôpitaux et des cliniques. La COVID-19 n'a qu'exacerbé les souffrances, et les mois d'hiver et de pénurie alimentaires qui s'annoncent exposent de nombreuses familles à des risques. Et pourtant, à la conférence des donateurs de novembre 2020, un montant estimé de 12 milliards de dollars a été promis pour la prochaine période de quatre ans (2021-2024), ce qui constitue une diminution alarmante par rapport au montant de 15,2 milliards de dollars promis par les donateurs quatre ans auparavant. À cette conférence, le Canada a maintenu son engagement de 270 millions de dollars sur quatre ans<sup>xiii</sup>.

Le Canada devrait soutenir les gouvernements des pays touchés par des conflits et des crises ainsi que ceux des pays hôtes en se concentrant sur le renforcement de leurs systèmes à l'échelle des secteurs sociaux. Cela permettrait à ces pays de régler les enjeux immédiats qui découlent de la crise exacerbée par la COVID-19 et de mieux se rétablir, de sorte qu'ils soient plus résilients à long terme. Dans cet esprit, le Canada devrait soutenir les pays touchés par des crises et des conflits en mettant en place des mécanismes de protection sociale comme des transferts de fonds et des politiques de protection des enfants de personnes déplacées au sein de leur pays et de réfugiés, tant dans l'immédiat qu'en prévision de pandémies et d'autres catastrophes. Le Canada devrait également soutenir la prestation directe de services de santé et de nutrition essentiels dans le cadre des opérations humanitaires de soins et de traitements préventifs des maladies infantiles et des problèmes de malnutrition, et assurer la disponibilité de médicaments et d'équipement médical essentiels.

Une approche fondée sur des principes pour la prestation d'un soutien financier de qualité est tout aussi importante que le montant des fonds accordés. En plus de s'engager envers des cadres mondiaux axés sur les solutions pour combler les écarts en matière de financement humanitaire, comme la Grande Négociation (GN), le Canada a joué un rôle de leadership au sein des volets de la GN et en tant que membre fondateur des Principes et bonnes pratiques pour l'aide humanitaire (PBPAH) (2003). Ces gestes démontrent un solide engagement en matière de financement de qualité supérieure. Il est crucial que ces mêmes principes et pratiques soient appliqués aux décisions de financement liées à la COVID-19. Le Canada a toujours compris l'importance du rôle des acteurs des écosystèmes qui contribuent à une réponse fondée sur les besoins, pertinente et rapide. Dans le cas de la réponse d'urgence à la COVID-19, un financement souple et à long terme sera essentiel, de sorte que les organisations non gouvernementales (ONG) et les ONG locales/nationales

puissent réagir promptement aux nouvelles zones à risque. Malheureusement, alors que la crise dure depuis près d'une année, il demeure pressant que le Canada adapte ses mécanismes de financement et ses dispositions pour permettre un financement plus prévisible, transparent et souple par l'intermédiaire des ONG et des ONG locales/nationales.

***Recommandation 2 : Le Canada devrait augmenter et assouplir le financement requis de toute urgence dans des domaines d'intervention négligés, y compris les programmes de protection de l'enfance et les mesures d'intervention, d'atténuation et de prévention de la violence fondée sur le sexe. Cette aide devrait notamment cibler le soutien en santé mentale et psychosocial, les services de santé sexuelle et de reproduction, de même que les renseignements fournis aux enfants qui survivent à la violence.***

### *Protection de l'enfance*

Les enfants qui vivent des crises humanitaires font face à un risque accru d'agressions. Tandis que les menaces de préjudice augmentent, les systèmes en place pour les protéger s'effondrent. Face à la pandémie de COVID-19 et à ses conséquences, les familles vulnérables vivent de nombreuses difficultés. Les écoles sont fermées, et les familles sont acculées à la pauvreté, et se voient parfois dans l'impossibilité de protéger leurs enfants et de subvenir à leurs besoins.

Une analyse de Save the Children a révélé que la pandémie avait en fait exposé 2,5 millions de filles additionnelles à un risque de mariage d'enfant d'ici 2025, réduisant à néant 25 années de progrès dans ce domaine. En outre, au moins un million de filles sont à risque de tomber enceintes cette année, l'accouchement représentant la principale cause de décès des filles âgées de 15 à 19 ans<sup>xiv</sup>.

Comme les effets de la COVID-19 touchent les plus vulnérables de manière disproportionnée, il est plus important que jamais de s'assurer que l'on place la protection des enfants au cœur des interventions. Si nous ne réagissons pas, un nombre encore plus grand d'enfants sera exposé à des risques comme la violence, l'exploitation, les agressions, le travail des enfants et les mariages hâtifs et forcés. Les enfants seront laissés dans la détresse et seront privés du soutien psychosocial nécessaire, l'espoir que des enfants non accompagnés et séparés soient réunis avec leurs familles s'amenuisera rapidement et de nombreux enfants feront face à des risques graves d'agressions et de violence. Pour protéger efficacement tous les enfants contre toutes les formes de violence, y compris ceux qui vivent dans des situations vulnérables, nous devons agir sur de multiples fronts, en même temps, en adoptant une approche intersectorielle et axée sur les droits des enfants qui réunit de multiples intervenants.

Et pourtant, une analyse récente démontre que les mesures de protection de l'enfance, comme l'aide aux enfants victimes, la réunification des enfants non accompagnés avec leurs parents ou la réintégration des enfants soldats, sont chroniquement sous-financées<sup>xv</sup>. Un rapport récent intitulé *Still Unprotected: Humanitarian Funding for Child Protection* présente une analyse approfondie de 19 plans d'action humanitaire et d'intervention auprès de réfugiés de 2019. Seulement 2 pour cent du financement global sollicité dans le cadre d'appels humanitaires visait des interventions de protection de l'enfance. Moins de la moitié de ce montant a été reçu à l'intention d'intervenants humanitaires afin d'offrir une aide vitale pour protéger les enfants. En comparaison, les demandes globales dans tous les secteurs sont financées à 67 %<sup>xvi</sup>.

### *Violence fondée sur le sexe*

La violence fondée sur le sexe (VFS) avait atteint des proportions de pandémie bien avant que la COVID-19 exige les fermetures d'écoles et les confinements, pousse les systèmes de santé jusqu'à leur point de rupture et érode les systèmes de protection. À l'échelle mondiale, les filles sont déjà touchées de façon

disproportionnée par ces violations de droits et par leurs répercussions permanentes menaçant leur vie. On estime qu'une fille ou femme sur trois subira de la violence physique ou sexuelle au cours de sa vie; que 12 millions de filles sont mariées chaque année avant leur 18<sup>e</sup> anniversaire; et qu'au moins 200 millions de filles et de femmes qui vivent aujourd'hui ont subi une mutilation génitale féminine, la plupart avant ou pendant l'adolescence<sup>xvii</sup>.

La COVID-19 expose et exacerbe les inégalités qui exposent les filles, les femmes ainsi que les enfants et adultes non binaires et transgenres à un risque accru de VFS. On prévoit que la pandémie de COVID-19 sera à l'origine de 31 millions de nouveaux cas de VFS au cours des dix prochains mois et qu'elle entraînera une réduction du tiers des progrès accomplis pour mettre fin à la VFS d'ici 2030<sup>xviii</sup>. En avril, en réponse à ce qu'il a qualifié d'« horrible flambée mondiale de violence domestique » dans les rapports sur la VFS, le secrétaire général des Nations Unies a lancé un appel en vue d'un « cessez-le-feu » mondial à l'égard de la violence faite aux filles et aux femmes dans leurs propres foyers. Plus de 140 États membres des Nations Unies et observateurs permanents ont soutenu l'appel à l'action du secrétaire général au sujet de la VFS<sup>xix</sup>.

Des données préliminaires et des projections d'experts démontrent que la COVID-19 cause déjà, et continuera de causer, une augmentation des cas de VFS dirigée contre les filles et les femmes du monde entier. L'affaiblissement des mécanismes de protection formels et informels de même que les perturbations des programmes indépendants pour l'égalité des sexes qui ciblent les causes profondes de la VFS – l'inégalité entre les sexes et la discrimination – vont vraisemblablement contribuer à une hausse des taux de VFS.

En outre, les efforts de confinement et de réponse à la COVID-19 ont aussi influencé négativement les taux de risque et d'incidence de VFS, y compris en raison des fermetures d'écoles et des mesures de confinement, qui obligent les femmes et les enfants à rester enfermés et isolés avec un agresseur. Les impacts socio-économiques de telles mesures vont également accroître les risques de VFS, y compris l'insécurité économique et les pénuries de nourriture et d'eau.

Les filles sont par ailleurs confrontées aux obstacles qui les empêchent d'accéder à des renseignements officiels et exacts ainsi qu'à des annonces relatives aux services publics en raison de l'accès limité aux espaces publics, aux rassemblements (p. ex., des lieux sûrs) et aux activités de sensibilisation. À titre d'exemple, une enquête récente menée par Save the Children sur les enfants et les jeunes au Liban a révélé que les filles étaient deux fois plus susceptibles que les garçons de ne pas avoir quitté la maison pendant le confinement<sup>xx</sup>.

Les enfants les plus marginalisés font face à des risques encore plus grands. Avant la pandémie, les preuves démontraient que les filles vivant dans des camps de réfugiés et de PDP présentent un risque accru de violence puisqu'elles sont plus susceptibles de ne pas être accompagnées ou d'être séparées de leurs familles ou des personnes qui s'occupent d'elle que les filles vivant à des endroits stables. L'insécurité économique croissante et les obstacles qui empêchent l'accès à des produits et des services essentiels se traduisent par de la VFS accrue dans les camps de réfugiés et de PDP, y compris l'exploitation et les agressions. À Cox's Bazar, on a indiqué que le nombre de cas de VFS, y compris les mariages d'enfants, avait augmenté pendant la pandémie. Et pourtant, tout comme la protection de l'enfance, la lutte contre la VFS en contexte humanitaire demeure gravement sous-financée. Entre 2010 et 2018, on estime qu'en moyenne 0,53 % de l'aide humanitaire a été consacrée à la protection de l'enfance, et seulement 0,06 % à la VFS.

Le leadership récent démontré par le Canada dans le cadre de l'Appel à l'action pour la protection contre la violence fondée sur le genre dans les situations d'urgence a été vraiment le bienvenu, il était tout à fait nécessaire. Même si le leadership du Canada à l'égard de cette initiative prend fin cette année, nous espérons

qu'il continuera de faire connaître l'importance d'aborder la VFS au sein des tribunes mondiales pour encourager d'autres pays à prioriser la prévention et l'atténuation de la VFS en réponse à la COVID-19.

Les services de santé mentale et de soutien psychosocial (SSMSP) disposent d'une capacité limitée de s'adapter au besoin accru de soutien entraîné par la pandémie, en particulier dans les contextes fragiles. C'était déjà le cas avant la COVID-19, des pays comme le Soudan, par exemple, comptant plus d'un million d'enfants en situation de détresse psychosociale, mais seulement trois psychiatres et 29 psychologies à l'échelle du pays<sup>xxi</sup>. Les enfants ont désespérément besoin d'une amélioration des services de SSMSP.

***Recommandation 3 : Le Canada devrait soutenir les efforts visant à mettre en place un plan mondial d'urgence en matière d'éducation. Ce plan devrait garantir que tous les enfants continuent d'apprendre malgré les fermetures d'école au moyen d'un apprentissage à distance inclusif, que chaque enfant est soutenu au moment de son retour à l'école lorsqu'un tel retour est sécuritaire, et que les gouvernements et les donateurs investissent dans l'éducation maintenant, de sorte que nous puissions mettre en place de meilleurs systèmes d'éducation pour l'avenir.***

La pandémie de COVID-19 vient s'ajouter à une crise de l'apprentissage que vivaient bon nombre des enfants les plus vulnérables du monde. Les progrès accomplis du point de vue de la fréquentation scolaire des enfants sont demeurés au point mort au cours de la dernière décennie; même avant la pandémie, 258 millions d'enfants et de jeunes ne fréquentaient pas l'école, soit un enfant sur six de la population mondiale en âge d'être scolarisée. Les filles font face à certains des obstacles les plus importants lorsqu'il s'agit d'accéder à l'éducation, et elles sont deux fois plus susceptibles que les garçons de ne jamais mettre les pieds dans une salle de classe. Seulement 10 % des enfants handicapés fréquentaient l'école, et ces enfants font souvent face à des obstacles en matière d'accès et à des problèmes d'inclusivité du point de vue de l'éducation.

Même lorsqu'ils fréquentaient l'école, de nombreux enfants ne recevaient pas une éducation de qualité. En 2018, la Banque mondiale estimait que plus de la moitié des enfants des pays à revenus faibles et intermédiaires ne maîtrisaient pas les compétences de lecture à l'âge de 10 ans. Si l'on tient compte seulement des pays à faibles revenus, ces chiffres augmentent à 80 %<sup>xxii</sup>.

La situation était encore pire pour de nombreux enfants qui vivent dans des contextes instables, y compris des conflits, lesquels font face à de nombreux obstacles pour accéder à l'éducation, notamment des attaques menées contre les écoles, la destruction des installations scolaires et les déplacements.

Les fermetures d'écoles ont été un élément clé de la réponse des gouvernements pour contenir la propagation de la COVID-19, et en résultat, 1,6 milliard d'apprenants dans le monde n'étaient pas en classe au sommet des fermetures d'écoles, soit approximativement 90 % de l'ensemble de la population étudiante. L'apprentissage à distance n'est pas toujours accessible. Une analyse de Save the Children a démontré que 60 % des options nationales d'apprentissage à distance reposaient exclusivement sur des plateformes en ligne, alors que 465 millions d'enfants et de jeunes de ces pays n'ont pas accès à l'Internet à la maison. Lorsqu'il est disponible, l'Internet est plus susceptible d'être moins accessible pour les filles.

Save the Children prévoit que près de 10 millions d'enfants ne retourneront pas en classe après la pandémie, en raison du nombre croissant d'enfants et de familles qui s'enlisent dans la pauvreté causée par la COVID-19, un chiffre qui serait vraisemblablement sous-estimé. Parmi les enfants qui ne retourneront pas en classe, nombreux sont ceux – particulièrement les plus pauvres et vulnérables – qui connaîtront un retard d'apprentissage important, ce qui viendra creuser davantage les inégalités entre les groupes d'enfants. Save the Children a relevé 12 pays – Niger, Mali, Tchad, Libéria, Afghanistan, Guinée, Mauritanie, Yémen, Nigeria, Pakistan, Sénégal et Côte d'Ivoire – comme étant « à risque extrême » de prendre du retard relativement à



l'ODD4<sup>xxiii</sup>. Ces enfants auront besoin de campagnes de retour à l'école inclusives et sensibles au genre, d'interventions ciblées et de mesures de protection sociale accrues pour faciliter leur retour en classe. Une fois à l'école, des mesures appropriées de rattrapage et de soutien accru pour les enseignants seront vitales.

Le Canada devrait soutenir une réponse mondiale concertée en matière d'éducation qui est bien planifiée, inclusive, adaptée au sexe, surveillée comme il se doit et assortie d'une obligation de rendre compte. Pour venir à bout de la crise de l'éducation, un financement accru sera requis des donateurs et des gouvernements de tous les pays. Des mesures de financement assorti de conditions libérales et d'annulation de dettes sont nécessaires pour combler les lacunes en matière de financement. Les interventions en matière d'éducation doivent également faire en sorte que la plupart des enfants marginalisés poursuivent leur apprentissage pendant les fermetures d'écoles et qu'ils soient soutenus lorsqu'il est sécuritaire de retourner en classe. Pour les enfants qui vivent dans des zones touchées par les conflits, il est impératif que l'on mette fin aux attaques menées contre les écoles. Nous félicitons le Canada qui a dénoncé les récentes attaques menées contre des écoles en Afghanistan, au Pakistan et au Cameroun<sup>xxiv</sup>.

### Résumé des recommandations

Le Canada devrait placer les besoins des enfants, et plus particulièrement ceux qui sont les plus marginalisés, soit les filles, les enfants handicapés et les enfants touchés ou déplacés par la crise humanitaire, au cœur de sa réponse mondiale à la COVID-19.

*Recommandation 1 : La réponse humanitaire du Canada devrait être renforcée, rapide et ciblée là où elle est le plus nécessaire.*

*Recommandation 2 : Le Canada devrait augmenter et assouplir son financement requis de toute urgence dans des domaines d'intervention négligés, y compris les programmes de protection de l'enfance et les mesures d'intervention, d'atténuation et de prévention de la violence fondée sur le sexe. Cette aide devrait notamment cibler le soutien en santé mentale et psychosocial, les services de santé sexuelle et de reproduction, de même que les renseignements fournis aux enfants qui survivent à la violence.*

*Recommandation 3 : Le Canada devrait soutenir les efforts visant à mettre en place un plan mondial d'urgence en matière d'éducation. Ce plan devrait garantir que tous les enfants continuent d'apprendre malgré les fermetures d'école au moyen d'un apprentissage à distance inclusif, que chaque enfant est soutenu au moment de son retour à l'école lorsqu'un tel retour est sécuritaire, et que les gouvernements et les donateurs investissent dans l'éducation maintenant, de sorte que nous puissions mettre en place de meilleurs systèmes d'éducation pour l'avenir.*

Save the Children est une organisation active dans 120 pays du monde. Nous mettons à profit 100 années d'expérience de travail avec les communautés du monde, dans une vaste gamme de contexte où nous plaçons les droits des enfants au cœur de notre travail. En tant que chef de file mondial de l'éducation et de la protection de l'enfance en période de crise, nous sommes l'une des seules organisations humanitaires capables d'offrir des programmes pour enfants conjointement à une intervention sanitaire en cas d'éclotions de maladies infectieuses. Nous sommes également un partenaire de confiance pour de nombreuses organisations autochtones du Canada, avec lesquelles nous travaillons à mettre en place des programmes dirigés par les communautés qui visent à renforcer les droits des enfants et des Autochtones en contexte d'urgence.

---

<sup>i</sup> [https://resourcecentre.savethechildren.net/node/18218/pdf/vr59-01\\_protect\\_a\\_generation\\_report\\_en\\_0.pdf](https://resourcecentre.savethechildren.net/node/18218/pdf/vr59-01_protect_a_generation_report_en_0.pdf) [DISPONIBLE

EN ANGLAIS SEULEMENT]

ii *Ibid.*

iii [https://resourcecentre.savethechildren.net/node/18486/pdf/killed\\_and\\_maimed\\_a\\_generation\\_of\\_violations\\_final.pdf](https://resourcecentre.savethechildren.net/node/18486/pdf/killed_and_maimed_a_generation_of_violations_final.pdf)

[DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT]

iv <https://www.savethechildren.org.au/our-stories/vaccines-protecting-children> [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT]

v [https://resourcecentre.savethechildren.net/node/18218/pdf/vr59-01\\_protect\\_a\\_generation\\_report\\_en\\_0.pdf](https://resourcecentre.savethechildren.net/node/18218/pdf/vr59-01_protect_a_generation_report_en_0.pdf) [DISPONIBLE

EN ANGLAIS SEULEMENT]

vi <https://www.devex.com/news/4-new-areas-at-imminent-risk-of-famine-un-food-agencies-warn-98502> [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT]

vii <https://reliefweb.int/report/world/global-humanitarian-overview-2020-enarfrzh> [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT]

viii <https://www.unocha.org/sites/unocha/files/Global-Humanitarian-Response-Plan-COVID-19.pdf>

ix <https://www.wfp.org/publications/fao-wfp-early-warning-analysis-acute-food-insecurity-hotspots-november-2020>

[DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT]

x <https://www.unocha.org/yemen2020> <https://www.unocha.org/yemen2020> [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT]

xi <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/bn-funding-humanitarian-response-yemen-271020-en.pdf>

[DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT]

xii [https://resourcecentre.savethechildren.net/node/18486/pdf/killed\\_and\\_maimed\\_a\\_generation\\_of\\_violations\\_final.pdf](https://resourcecentre.savethechildren.net/node/18486/pdf/killed_and_maimed_a_generation_of_violations_final.pdf)

[DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT]

xiii <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2020/11/le-canada-renouvelle-son-engagement-en-matiere-daide-au-developpement-en-afghanistan.html>

xiv [https://www.savethechildren.ca/wp-content/uploads/2020/10/global\\_girlhood\\_report\\_2020\\_africa\\_version\\_2.pdf](https://www.savethechildren.ca/wp-content/uploads/2020/10/global_girlhood_report_2020_africa_version_2.pdf)

[DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT]

xv <https://resourcecentre.savethechildren.net/library/still-unprotected-humanitarian-funding-child-protection> [DISPONIBLE

EN ANGLAIS SEULEMENT]

xvi *Ibid.*

xvii [https://resourcecentre.savethechildren.net/node/17911/pdf/sc\\_covid19\\_gbv\\_brief\\_english.pdf](https://resourcecentre.savethechildren.net/node/17911/pdf/sc_covid19_gbv_brief_english.pdf) [DISPONIBLE EN

ANGLAIS SEULEMENT]

xviii <https://www.unfpa.org/fr/press/les-nouvelles-projections-de-lunfpa-pr%C3%A9voient-des-r%C3%A9percussions-d%C3%A9sastreuses-sur-la-sant%C3%A9-des>

xix <https://news.un.org/fr/story/2020/04/1065842>

xx [https://resourcecentre.savethechildren.net/node/17911/pdf/sc\\_covid19\\_gbv\\_brief\\_english.pdf](https://resourcecentre.savethechildren.net/node/17911/pdf/sc_covid19_gbv_brief_english.pdf) [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT]

xxi [https://resourcecentre.savethechildren.net/node/18218/pdf/vr59-01\\_protect\\_a\\_generation\\_report\\_en\\_0.pdf](https://resourcecentre.savethechildren.net/node/18218/pdf/vr59-01_protect_a_generation_report_en_0.pdf)

[DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT]

xxii <https://www.savethechildren.net/save-our-education-report/> [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT]

xxiii <https://www.savethechildren.net/save-our-education-report/> [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT]

xxiv <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2020/10/declaration-en-reponse-a-une-succession-dattaques-ciblees-contre-des-ecoles.html>